

Le 1^{er} Mai, tous ensemble pour nos revendications et une vie meilleure.

C'est historique : pour la première fois en France, tous les syndicats défilent main dans la main le jour de la Fête des Travailleurs. L'unité est essentielle car la situation est grave et les salariés, les retraités, les privés d'emploi, les familles vivent une situation de plus en plus dure.

La situation économique et sociale ne cesse de se détériorer.

Il n'est pas un jour sans que soit annoncée la restructuration d'une entreprise ou sa fermeture avec son cortège de dizaines de licenciements partout en France.

L'Allier est particulièrement touché : sa désertification industrielle est en marche et le chômage a augmenté de 26% en 1 an.

Mais il n'est pas un jour non plus sans qu'on apprenne le versement de bonus faramineux, de parachutes dorés et autres stock-options à des patrons de grandes entreprises qui en même temps licencient.

Depuis 20 ans, les richesses créées par le travail des salariés sont allées de plus en plus vers la rémunération du capital et des actionnaires au détriment des salaires et de la Protection Sociale.

C'est une des raisons essentielles de la crise avec le gonflement exorbitant de la bulle financière qui crève maintenant avec des dégâts pour celles et ceux qui n'y sont pour rien : les salariés, retraités et privés d'emploi.

Ces réalités provoquent un fort sentiment d'injustice sociale et de la colère.

👉 **Le Gouvernement et le Grand Patronat bottent en touche...**

Le décret gouvernemental sur les stock-options est tellement insignifiant qu'il ne va concerner qu'une poignée d'individus parmi les patrons qui vont renoncer à quelques avantages. L'écrasante majorité d'entre eux va pouvoir continuer d'engranger de somptueux profits tout en supprimant des emplois. Ce décret est un écran de fumée.

Malgré la propagande gouvernementale et le « bombage de torse » du Président de la République, le G20 n'a pas accouché de grand-chose, et surtout n'a décidé d'aucune mesure sociale.

👉 **... et restent sourds aux revendications des salariés.**

Alors que le Gouvernement a su trouver des milliards d'euros pour les banquiers et certains gros industriels, la très grande majorité de la population connaît les bas salaires, les petites retraites, la faiblesse des minima sociaux.

Malgré la demande unanime des syndicats d'un moratoire sur les licenciements, les plans sociaux pleuvent et les services publics sont fragilisés avec la décision de 30 000 suppressions de postes.

Après les grandes manifestations du 29 janvier, le Président de la République a été obligé de « sortir du bois » et d'annoncer quelques mesurette qui sont bien loin de faire le compte. De même, c'est la grande mobilisation du 19 mars qui l'a contraint à évoquer les injustices sur la répartition des fruits du travail, qui n'existent pourtant pas d'hier.

Il faut agir encore plus fort

La crise est de la faute des dirigeants qui ont laissé l'économie s'orienter vers l'ultra-financiarisation et ils s'en servent comme prétexte pour faire des mauvais coups qui étaient en attente depuis quelques années.

Au contraire, c'est par la prise en compte des propositions unitaires des 8 organisations syndicales que notre Pays pourra sortir par le haut de la crise.

Nous réclamons notamment :

⇒ **La revalorisation forte du SMIC, de l'ensemble des salaires, des retraites et des minima sociaux**, ce qui serait mesure de justice et d'efficacité économique par la relance de la consommation.

⇒ **La garantie de l'emploi : aucun licenciement, aucune suppression d'emploi n'est acceptable ni légitime.** Chaque victime d'un licenciement doit avoir droit à réemploi avec au moins la même rémunération. Il ne faut plus que les employeurs puissent décider de plans sociaux selon leur bon vouloir.

⇒ **La fin de la précarité**, pour que jeunes et moins jeunes puissent avoir un emploi stable leur permettant de construire leur vie.

⇒ **La défense et l'amélioration des Services Publics**, ce qui permettrait d'adoucir les conséquences de la crise pour les habitants de la France. Le Gouvernement doit annuler son projet de 30 000 suppressions d'emplois publics.

⇒ **La garantie des libertés syndicales et du droit de grève**, à l'heure où les syndicats sont perçus par les salariés comme le meilleur recours face à leurs difficultés.

⇒ **La transformation profonde du système financier**, avec la création d'un pôle financier public national pour éviter qu'à l'avenir les banquiers mettent à nouveau en péril l'économie...



**Manifestations le
1^{er} mai à 10 h 00 :**

A Montluçon :

*Départ place Jean Dormoy
(ex-Saint Paul).*

A Moulins :

*Départ devant le lycée
Banville.*

A Vichy :

Départ place de La Poste.

Le 1^{er} Mai, dans l'unité totale qui est appréciée par 76% des français, faisons de la Fête des travailleurs une étape très forte d'expression de nos revendications et d'espoir pour une vie meilleure.

Salariés, retraités, privés d'emploi, lycéens, étudiants, familles, retrouvons-nous tous ensemble dans les rues de l'Allier pour montrer notre volonté de gagner.